

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 54 (1996)
Heft: 4: Compétitivité et cohésion sociale

Artikel: Vers une nouvelle cohésion sociale?
Autor: Stutz, Frédéric
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-140529>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VERS UNE NOUVELLE COHÉSION SOCIALE ?

Frédéric STUTZ
Dr. sc. écon. et soc. HSG

Introduction

Celui qui se propose de prendre position sur le thème que la Société d'Etudes Economiques et Sociales soumet à notre réflexion se rend rapidement compte que les deux notions de "compétitivité" et de "cohésion sociale" ont chacune la même double face: elles sont à la fois objectif et outil de l'économie de marché. Les deux comportent en outre des éléments macro- et micro-économiques. Elles sont finalement étroitement liées, interdépendantes, à tel point que l'une n'est pas pensable sans l'autre. Il est vrai qu'aujourd'hui on a plutôt l'impression que ces deux termes sont contradictoires, s'excluent. Or, notre analyse s'efforcera de démontrer qu'il s'agit en fait de valeurs qui se complètent, voire se conditionnent réciproquement.

Du débat académique à la confrontation

Rarement un thème - et tout ce qui se cache derrière lui - a mobilisé à tel point les acteurs de la vie économique et politique. Ouvriers, employés, patrons, syndicats, du secteur privé comme du secteur public, et même les Eglises se sont engagés dans le débat.

Autre constat: lentement le ton du débat monte, s'envenime. D'une controverse quelque peu académique, nous en sommes arrivés à un stade d'agressivité évidente. De part et d'autre des accusations sont portées à l'égard de l'autre camp. Le glossaire des slogans utilisés est éloquent: capitalisme sauvage, démantèlement social, scandale du chômage de masse, nouvelle pauvreté, choix de société, globalisation, libéralisation, compétitivité, lutte pour la survie des entreprises, économie de marché à l'américaine ou à l'européenne, pour ne citer que quelques termes.

Dernière étape, l'actualité: on descend dans la rue, des manifestations de masse sont organisées avec succès, le travailleur crie son "ras-le-bol". Ainsi, notre pays, qui avait fait de la cohésion sociale, de la paix du travail un élément central de sa compétitivité internationale, doit se demander s'il n'est pas en train de perdre cet atout, en donnant plus de poids à d'autres facteurs déterminant la compétitivité. Est-ce grave ou au contraire un mal nécessaire ?

La cohésion sociale

De quoi s'agit-il en fait ? Dans l'esprit de l'auteur de ces lignes, il s'agit du sentiment pour la plupart des gens de vivre dans une société où l'on est bien, bien à sa place, correctement traité et payé, avec l'espoir que cela sera sauvegardé dans l'avenir. Ce sentiment a existé jusqu'à un passé récent, mais il s'effrite. Il fait place à un sentiment de profond mécontentement, d'insécurité, de peur.

Sommes-nous dès lors au seuil d'une révolte sociale? Quels en sont les enjeux véritables ? Qui propose des solutions et que valent-elles ? Que fait le pouvoir public dans cette situation trouble, qui a toutes les caractéristiques d'une crise profonde ? Tient-il son rôle de guide, de modérateur, de garant de l'intérêt général, de responsable aussi de conditions-cadre adéquates pour son économie ?

Le facteur temps et le changement

Les forces qui ont engendré les mouvements vers la libéralisation et la globalisation ont sous-estimé l'importance du facteur temps, qu'il ait été effectivement méconnu ou délibérément négligé. Force est de constater qu'il n'est pas possible, dans le respect des règles de fonctionnement d'une démocratie comme la nôtre, dans le respect aussi de la dignité humaine au sein de nos organisations civiles et politiques, de procéder à de tels chambardements sans provoquer des crises graves comme celle que nous vivons actuellement. On a voulu trop faire en trop peu de temps !

Le risque de déraillement

Compte tenu de la difficulté, voire de l'impossibilité de réaliser dans un certain ordre les adaptations rendues nécessaires, nous risquons fort de mettre en route un processus qui, à terme, se retournera contre ceux qui ont été à l'origine de toute cette orientation radicalement nouvelle de l'économie mondiale et qui espéraient évidemment en profiter. Le désarroi, la frustration, la révolte de larges couches de la population peuvent conduire vers des renversements politiques et plus tard économiques. Ces profonds changements trop précipités risquent-ils de faire dérailler le train, de conduire à des bouleversements dans nos paysages politiques que les protagonistes de certains partis souhaitaient d'ailleurs depuis longtemps, mais ne réussissaient pas à réaliser de leurs propres forces ? Et quand la pendule se mettra-t-elle à changer de direction vers un protectionnisme nouveau, vers un plus d'interventionnisme étatique, à l'échelon national, ou plutôt à l'échelon supranational, par exemple européen ?

Il est d'ailleurs légitime de soulever ici la question suivante: jusqu'où doit-on, peut-on pousser cette notion de compétitivité ? Est-il possible et raisonnable de vouloir être compétitif vis-à-vis de concurrents travaillant dans un cadre culturel, économique et

social totalement différent du nôtre ? Pourquoi le concept du dumping social n'aurait-il plus sa raison d'être, avec pour corollaire la justification de mesures de sauvegarde, que ce soit des taxes ou des contingents d'importation ? J'ai l'impression que tôt ou tard, nous n'échapperons plus à la nécessité de prévoir un minimum de protection corrigeant de tels déséquilibres.

Le rôle de l'Etat dans une économie de marché

Pour quelqu'un qui a fait ses études d'économie politique dans la période de "l'après-guerre" et de "l'après-crise-mondiale", il était normal, voire nécessaire que l'Etat joue un rôle correcteur, un rôle interventionniste dans l'économie. Le but était simple: corriger les défauts inhérents à l'économie de marché, aussi bien sur le plan économique que sur le plan social. Car défauts il y a. L'économie de marché réelle ne correspond en effet pas au beau modèle de la concurrence parfaite étudié à l'Université, où l'homo oeconomicus sait tout et agit immédiatement de manière optimale. Il est utopique aussi d'espérer que ces défauts seront corrigés par un phénomène d'autocorrection miraculeuse.

Evidemment, nous ne le savons que trop bien: l'Etat a souvent mal joué son rôle. Il a sur-réglementé, sur-interventionné; il est d'ailleurs devenu lui-même surdimensionné, Il a agi de manière pro-cyclique au lieu de le faire de manière anti-cyclique. Mais ceci n'est pas une raison de lui refuser ce rôle que nous voulons le voir jouer dans une économie qui doit rester libérale, certes, mais aussi sociale.

L'économie de marché doit être sociale

Un mot sur le caractère social de notre économie. Dans bon nombre de pays, dont l'Allemagne et la Suisse, l'euphorie de la haute conjoncture et le confort de vivre derrière de solides barrières douanières, ont conduit à une véritable surenchère sociale. Ainsi, la formidable idée de la "Soziale Marktwirtschaft" de Ludwig Erhard a lentement, mais sûrement été pervertie.

Il ne fait pas de doute qu'en Suisse comme ailleurs on ne peut pas espérer sauvegarder intégralement ces fameux acquis sociaux. Ne pas reconnaître cette évidence est la preuve, soit d'un manque total de clairvoyance, soit d'un manque de bonne volonté. Bien entendu, il est très difficile d'évaluer quels sont les sacrifices à faire en priorité: heures de travail, vacances, âge de la retraite, salaires, travail de nuit ou du dimanche... Il me semble qu'à l'intérieur d'un cadre légal assoupli, il serait bon de laisser aux partenaires sociaux d'une branche, voire d'une entreprise, le soin de choisir un nouveau régime adéquat, qui respecte les intérêts réciproques et permette une organisation flexible et efficace.

Nous le disons donc avec force: l'économie de marché doit rester sociale, mais à un niveau redevenu raisonnable. Soyons d'ailleurs honnête: il n'est pas vrai que toute cette super-construction babylonienne d'avantages sociaux, que le niveau de vie record dont jouissent les Suisses, aient amené le bonheur aux gens.

Gouverner et communiquer

J'en viens à ce que j'appellerai "le trauma de la non-communication". Le malaise de plus en plus fort, de plus en plus répandu au sein de la population peut à mon avis largement être attribué au fait que nous avons "un gouvernement sans voix". Est-ce par timidité, incompetence ou souci d'une collégialité mal vécue, que personne ne prend le taureau par les cornes pour patiemment expliquer et ré-expliquer ce qui se passe dans le monde et chez nous, ce qu'il faudrait faire, accepter de faire? Je ne veux pas croire que ceci est réellement impossible en raison de notre système politique actuel. Et je ne crois pas non plus qu'il soit suffisant de confier cette tâche d'explication à des tables rondes radio- et télédiffusées, où les participants ont davantage le souci de se profiler en vue d'élections prochaines que de discuter de manière constructive.

Dans ce "vide communicatif", ce ne sont pas uniquement les gouvernants qui font mal leur devoir. Je constate la même chose au niveau des partenaires sociaux. De part et d'autre, il manque la volonté d'un véritable dialogue. Or, devant les difficultés que nous devons affronter, il est à mon avis indispensable de tout essayer pour que gouvernants, employeurs et employés rapprochent leurs vues sur les causes de nos problèmes et surtout sur les remèdes qu'on peut y apporter.

Conclusions

Essayons de conclure: comme nous ne pouvons vivre en vase clos et comme nous sommes un petit pays, qui doit plutôt "suivre le mouvement" que de le dicter:

il faut accepter l'incontournable nécessité de transformations parfois douloureuses dans nos habitudes de vie, de travail et de gouvernement;

il faut se rendre compte que cette pénible expérience est en partie due à des erreurs du passé qu'il faut maintenant corriger;

il faut se convaincre que cette expérience peut être salutaire, un choc nécessaire pour nous amener tous à une véritable prise de conscience face à un monde qui est en train de changer profondément;

Cette transition tellement difficile et politiquement délicate ne peut pas être réalisée avec succès si nous n'entreprenons pas sans tarder un beaucoup plus grand effort d'information et de motivation de la population, de collaboration aussi entre tous les milieux.

Nous avons connu une longue période où cohésion sociale et compétitivité allaient parfaitement de pair. Actuellement elles se trouvent opposées dans un conflit violent, mais que nous espérons transitoire. Notre objectif doit être d'aller vers une nouvelle et future cohésion sociale dans un pays à l'économie remodelée, redevenue compétitive dans un contexte mondial modifié. Une politique véritablement responsable et sociale ne consiste-t-elle pas à entreprendre maintenant et avec détermination les réformes qui s'imposent ? C'est ce que les générations futures attendent de nous!

"Vous n'allez pas donner plus de force aux faibles en affaiblissement les forts. Vous n'allez pas aider ceux qui doivent gagner leur vie en ruinant ceux qui les paient. Vous n'allez pas créer de la fraternité en prêchant la haine des classes. Vous n'aidez pas les pauvres en éliminant les riches. Vous rencontrerez à coup sûr des difficultés si vous dépensez plus que vous ne gagnez. Vous n'éveillerez aucun intérêt pour les affaires publiques ni de l'enthousiasme si vous privez l'individu d'initiative et de liberté. Vous ne pourrez jamais durablement aider les hommes si vous faites pour eux ce qu'ils devraient faire pour eux-mêmes."

Abraham Lincoln (1809 - 1965)